

## Dounia Benslimane: « Il faut sortir la culture des grands centres urbains vers les régions »



***L'association Racines organise, du 5 au 10 novembre 2018, la 3ème édition des Etats Généraux de la Culture au Maroc, à Tiznit, sous le thème: «Les politiques culturelles en Régions». Un événement qui met toute la lumière sur les politiques culturelles dans notre pays.***

*Parlez-nous de l'événement Les Etats Généraux de la Culture au Maroc que vous organisez à Tiznit, du 5 au 10 novembre 2018...*

L'association Racines, oeuvrant pour l'intégration de la culture dans les politiques publiques de développement humain, organise cette année la 3ème édition des Etats Généraux de la Culture au Maroc. Il s'agit, comme chaque deux ans, depuis 2014, de faire l'état des lieux des politiques culturelles dans notre pays et de proposer des recommandations pour des politiques publiques de la culture efficaces, durables et adaptées aux différents publics (citoyens, artistes, professionnels...).

*Comment opérez-vous cet état des lieux?*

Il se fait par une évaluation réalisée par Racines, en partenariat avec d'autres associations dans les 12 régions du Maroc. L'association a présenté en 2014, un premier mapping de la culture ([www.artmap.ma](http://www.artmap.ma)) et un diagnostic du secteur sur la base d'études sectorielles comprenant 18 disciplines artistiques et des études transversales (formation, gouvernance, financement, diversité culturelle, etc), et en 2016, les résultats de l'enquête sur les pratiques culturelles des Marocains ([www.pratiquesculturelles.ma](http://www.pratiquesculturelles.ma)).

*Qu'est-ce vous prévoyez pour l'édition 2018?*

Nous avons travaillé, depuis 2 ans, sur les politiques culturelles en régions. Notre travail a été d'évaluer et d'analyser avec les acteurs culturels régionaux, le contenu des Plans de Développement Régionaux. Les Etats Généraux de la Culture sont également un moment d'échange et de partage avec différents réseaux (marocains, européens, africains et du Moyen-Orient) sur les meilleures pratiques et les expériences positives des uns et des autres.

*Qu'y a-t-il au programme de cette année?*

A Tiznit cette année, cette 3ème édition est organisée en partenariat avec l'Association Tiznit des Culture Urbaines dans le cadre de la 8ème édition de leur festival Amur'Art. Nous co-organisons également avec le réseau européen de cirque et des arts de la rue Circostrada -dont Racines est membre- la 2ème rencontre Kahwa intitulée «Quel paysage et quel(s) projet(s) pour les arts du cirque et les arts de la rue au Maroc ?». Nous attendons des participants du Maroc, d'Europe, de Jordanie, d'Egypte et de Tunisie. Il y a également un souk associatif où les associations locales et régionales sont invitées à présenter au public leurs produits, leurs activités et leurs projets.

*Qu'en est-il des formations?*

Nous proposons une master class de graffiti et deux formations, une au théâtre forum et une autre à l'élaboration et la gestion des projets culturels. Enfin, et surtout, Racines propose depuis la 2ème édition d'accompagner les rencontres professionnelles et les débats d'une programmation artistique gratuite, destinée au grand public. Il y aura donc de la musique, du graffiti, du conte, une expo photo... pour ouvrir le champ à tous les publics tout en parlant sérieusement des politiques culturelles.

*Quel est l'objectif de cet événement?*

Les objectifs des Etats Généraux de la Culture sont multiples. D'abord, contribuer, en tant que société civile, à la conception, au suivi et à l'évaluation des politiques culturelles. C'est une mission que Racines s'est donnée dès sa création. Et pour ce faire, nous réalisons un travail de deux ans, entre deux éditions, pour collecter et analyser les différentes données, réunir les acteurs culturels, les artistes et les professionnels marocains lors d'un cycle de rencontres dans toutes les régions et observer ce qui se fait (ou ne se fait pas) par les institutionnels et les décideurs, au niveau central et territorial.

*Peut-on dire que les Etats Généraux sont un moment de reddition des comptes?*

Absolument. Mais également de propositions et de recommandations pour que les décideurs puissent prendre en compte les besoins et les attentes des praticiens et des usagers. Par ailleurs, nous profitons de ce moment pour mettre en contact des réseaux divers et variés, qui se croisent, se parlent, échangent et partagent. Beaucoup de projets de coopération sont nés suite aux Etats Généraux. Le 3ème objectif, mais non le moindre, est celui de vulgariser la question des politiques culturelles et du besoin crucial de «culture» dans nos politiques publiques de manière transversale. D'où l'intérêt de sortir des grands centres urbains vers les régions, les petites villes, etc, et d'aller vers les citoyens, à travers une programmation artistique accessible à chacun.

*Quel bilan faites-vous des réalisations en matière de politiques culturelles et quel regard jetez-vous sur la Culture au Maroc?*

Nous avons plaidé pour réunir dans un même ministère la culture et la communication. Cela permettrait à la télévision et aux médias de service public de mieux réaliser leur mission d'éducation populaire et de mieux gérer les questions des droits d'auteur, jusque-là répartis entre deux ministères: les ayant-droits sous tutelle de la culture, et la gestion collective de leurs droits sous celle de la communication.

*Alors?*

Même réunies, la culture et la communication continuent d'être gérées en tant que «départements» avec le même ministre, mais sans qu'aucun pont ne relie les deux. Aussi, les

décideurs et l'opinion publique se rendent-ils compte de plus en plus qu'aucun modèle de développement ne peut fonctionner sans appropriation culturelle par les citoyens. De notre côté, nous pensons toujours qu'il s'agit d'abord d'un projet culturel transversal.

*La thématique retenue pour cette édition est: «Les politiques culturelles en Régions». Comment envisagez-vous cette régionalisation et quel serait son apport?*

La régionalisation est une réponse supplémentaire à l'action culturelle de proximité, tout en prenant en compte les spécificités régionales. Le ministère de la culture se révèle encore incapable d'élaborer une politique culturelle qui soit un projet de société au niveau national. La réponse viendrait peut-être des régions, avec un travail transversal entre les collectivités territoriales et les différentes directions déconcentrées de l'Etat, avec le leadership du ministère de la culture. Chose qu'il ne fait toujours pas.